

Vu l'avis n° 46.209/1 du Conseil d'Etat, donné le 31 mars 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,

Arrête :

Article 1^{er}. Au § 3360000 du chapitre IV-B de l'annexe I^{re} de l'arrêté royal du 21 décembre 2001 fixant les procédures, délais et conditions en matière d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités dans le coût des spécialités pharmaceutiques, tel qu'il a été modifié à ce jour, la spécialité suivante est insérée :

- I = Intervention des bénéficiaires visés à l'article 37, §1^{er} et §19, de la loi coordonnée par l'arrêté royal du 14.7.94 qui ont droit à une intervention majorée de l'assurance.
 I = Aandeel van de rechthebbenden bedoeld in artikel 37, §1 en §19, van de bij het koninklijk besluit van 14.7.94 gecoördineerde wet, die recht hebben op een verhoogde verzekeringstegemoetkoming.
 II = Intervention des autres bénéficiaires.
 II = Aandeel van de andere rechthebbenden.

Gelet op advies nr 46.209/1 van de Raad van State, gegeven op 31 maart 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State,

Besluit :

Artikel 1. In § 3360000 van hoofdstuk IV-B van de bijlage I van het koninklijk besluit van 21 december 2001 tot vaststelling van de procedures, termijnen en voorwaarden inzake de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen in de kosten van farmaceutische specialiteiten, zoals tot op heden gewijzigd, wordt de volgende specialiteit toegevoegd :

Dénomination / Benaming (Demandeur / Aanvrager)								
Cat.	Code	Conditionnements	Verpakkingen	Obs Opm	Prix Prijs	Base de remb. Basis van tegemeetk	I	II
		PANTOPRAZOL NYCOMED 40 mg	NYCOMED BELGIUM			ATC: A02BC02		
B-273 *	0792-275	1 flacon injectable 40 mg poudre pour solution injectable, 40 mg	1 injectieflacon 40 mg poeder voor oplossing voor injectie, 40 mg	G	3,8600	3,8600		
B-273 **	0792-275	1 flacon injectable 40 mg poudre pour solution injectable, 40 mg	1 injectieflacon 40 mg poeder voor oplossing voor injectie, 40 mg	G	3,1700	3,1700		

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour suivant sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 avril 2009.

Mme L. ONKELINX

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een termijn van tien dagen die ingaat de dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 14 april 2009.

Mevr. L. ONKELINX

AGENCE FEDERALE DE CONTROLE NUCLEAIRE

F. 2009 — 1393

[C — 2009/00213]

24 MARS 2009. — Arrêté royal portant règlement de l'importation, du transit et de l'exportation de substances radioactives

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, article 108;

Vu la loi relative aux propositions budgétaires 1979-1980, article 179, § 2;

Vu la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire, notamment les articles 3, 4, 5 et 18;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 2001 portant règlement général de la protection de la population, des travailleurs et de l'environnement contre le danger des rayonnements ionisants, notamment les chapitres I^{er}, IV et VII, et l'article 81.4;

Vu le Règlement (Euratom) no 1493/93 du Conseil du 8 juin 1993 concernant les transferts de substances radioactives entre les Etats membres de la Communauté européenne;

Vu la Directive 96/29/Euratom du Conseil du 13 mai 1996, fixant les normes de base relative à la protection sanitaire de la population et des travailleurs contre les dangers résultant des rayonnements ionisants;

Vu la Directive 2006/117/Euratom du Conseil du 20 novembre 2006 relative à la surveillance et au contrôle des transferts de déchets radioactifs et de combustible nucléaire usé;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la Santé, donné le 7 mai 2008;

Vu la communication à la Commission européenne, faite le 26 juin 2008;

FEDERAAL AGENTSCHAP VOOR NUCLEAIRE CONTROLE

N. 2009 — 1393

[C — 2009/00213]

24 MAART 2009. — Koninklijk besluit tot regeling van de invoer, de doorvoer en de uitvoer van radioactieve stoffen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikel 108;

Gelet op de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980, artikel 179, § 2;

Gelet op de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortvloeiende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle, inzonderheid de artikelen 3, 4, 5 en 18;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 2001 houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking, van de werknemers en het leefmilieu tegen het gevaar van de ioniserende stralingen, inzonderheid de hoofdstukken I, IV en VII, en artikel 81.4;

Gelet op de Verordening (Euratom) nr. 1493/93 van de Raad van 8 juni 1993 betreffende de overbrenging van radioactieve stoffen tussen lidstaten van de Europese Gemeenschap;

Gelet op de Richtlijn 96/29/Euratom van de Raad van 13 mei 1996 tot vaststelling van de basisnormen voor de bescherming van de gezondheid van de bevolking en de werkers tegen de aan ioniserende stralingen verbonden gevaren;

Gelet op de Richtlijn 2006/117/Euratom van de Raad van 20 november 2006 betreffende toezicht en controle op overbrenging van radioactieve afvalstoffen en bestraalde spijlstof;

Gelet op het advies van de Hoge Gezondheidsraad, gegeven op 7 mei 2008;

Gelet op de aanmelding bij de Europese Commissie, gedaan op 26 juni 2008;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 14 octobre 2008;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 18 décembre 2008;

Vu l'urgence motivée par le fait que la transposition de la Directive 2006/117/Euratom devait être réalisée au plus tard le 24 décembre 2008 et que le règlement européen relatif à la surveillance et au contrôle des transferts de déchets radioactifs et de combustible nucléaire usé devait entrer en vigueur le 24 décembre 2008;

Considérant que le service compétent de l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire a déjà reçu des dossiers qui doivent être en principe traités selon la nouvelle procédure;

Considérant la nécessité que cette réglementation entre en vigueur le plus rapidement possible en raison du fait qu'elle concerne un secteur, celui du transport, qui de par sa nature implique des contacts avec des pays européens dans lesquels la directive précitée sera transposée en droit national, et la nécessité d'utiliser une méthode uniforme afin d'éviter tout problème pratique;

Considérant les recommandations de la Commission européenne qui stipulent que l'application correcte et dans les délais impartis du droit communautaire est essentielle pour que l'Union européenne continue de reposer sur des fondements solides et pour que les politiques européennes entraînent les effets escomptés et soient bénéfiques aux citoyens, qu'il est de l'intérêt commun des institutions européennes et des Etats membres que ces fondements restent solides et qu'un engagement encore plus déterminé de leur part est nécessaire pour qu'un degré de priorité élevé soit accordé à l'application correcte de la législation.

Considérant qu'il convient dès lors d'éviter au maximum que l'article 226 du Traité de la CE soit appliqué et de l'article 141 du Traité Euratom;

Vu l'avis n° 46.033/3 du Conseil d'Etat, donné le 17 février 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, premier alinéa, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — *Définitions et Champ d'application*

Article 1^{er}. — *Définitions*

Pour l'application du présent arrêté, les définitions données à l'article 2 de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 portant règlement général de la protection de la population, des travailleurs et de l'environnement contre le danger des rayonnements ionisants s'appliquent.

Pour l'application du présent arrêté, en dérogation et en complément de ces définitions, on entend par :

déchets radioactifs : substances radioactives sous forme gazeuse, liquide ou solide pour lesquelles aucune utilisation ultérieure n'est prévue par les pays d'origine et de destination, ou par une personne physique ou morale dont la décision est acceptée par ces pays, et qui font l'objet d'un contrôle en tant que déchets radioactifs par un organisme réglementaire des pays d'origine et de destination;

combustible usé : combustible nucléaire qui a été irradié dans le cœur d'un réacteur et qui en a été définitivement retiré;

matières fissiles : les radionucléides U-233, U-235, Pu-239, Pu-241 et des mélanges de ces radionucléides, à l'exception de l'uranium naturel et appauvri;

retraitement : l'opération ayant pour objet d'extraire des isotopes radioactifs du combustible usé aux fins d'utilisation ultérieure;

transfert : l'ensemble des opérations nécessaires pour le déplacement de déchets radioactifs ou de combustible usé depuis le pays d'origine jusqu'au pays de destination;

mise en dépôt définitif : la mise en place de déchets radioactifs ou de combustible usé dans une installation, sans intention de les récupérer;

entreposage : la détention de déchets radioactifs ou de combustible usé dans une installation qui en assure le confinement, dans l'intention de les récupérer;

détenteur : toute personne physique ou morale qui, avant le transfert de déchets radioactif ou de combustible usé, est responsable de ces matières et qui prévoit d'effectuer un transfert à un destinataire;

destinataire : toute personne physique ou morale à destination de laquelle des déchets radioactifs ou du combustible usé sont transférés;

pays d'origine : tout pays à partir duquel un transfert est prévu ou a lieu;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 14 oktober 2008;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 18 december 2008;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat de omzetting van Richtlijn 2006/117/Euratom ten laatste op 24 december 2008 diende gerealiseerd te zijn en dat de Europese regeling voor het toezicht en controle op overbrenging van radioactieve afvalstoffen en bestraalde splijtstof op 24 december 2008 in werking moest treden;

Overwegende dat de bevoegde dienst binnen het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle reeds dossiers heeft ontvangen die in principe volgens de nieuwe procedure moeten afgehandeld worden;

Overwegende dat het noodzakelijk is om deze regelgeving zo spoedig mogelijk in werking te laten treden gezien deze betrekking heeft op een sector, met name de transportsector, waarin er vanuit de aard contacten zijn met andere landen binnen Europa waarin de voornoemde richtlijn tevens wordt omgezet naar nationaal recht en een uniforme werkwijze noodzakelijk is teneinde praktische problemen te voorkomen;

Overwegende ook de aanbevelingen van de Europese commissie die stelt dat een tijdige en correcte toepassing van het Gemeenschapsrecht van essentieel belang is om de sterke fundamenten van de Europese Unie in stand te houden en om ervoor te zorgen dat het Europese beleid de beoogde effecten heeft en de burgers voordelen oplevert, dat de Europese instellingen en de lidstaten een gemeenschappelijk belang hebben bij de instandhouding van deze sterke fundamenten en er moeten naar streven dat aan de correcte toepassing van het recht hoge prioriteit wordt verleend;

Overwegende dat derhalve zo veel als mogelijk moet vermeden worden dat toepassing wordt gemaakt van artikel 226 van het EG-verdrag en artikel 141 van het Euratom-Verdrag;

Gelet op advies nr. 46.033/3 van de Raad van State, gegeven op 17 februari 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — *Definities en Toepassingsgebied*

Artikel 1. — *Definities*

Voor de toepassing van dit besluit gelden de definities die gegeven zijn in artikel 2 van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking, van de werknemers en van het leefmilieu tegen het gevaar van de ioniserende stralingen.

In afwijking en ter aanvulling van deze definities wordt voor de toepassing van dit besluit verstaan onder :

radioactief afval : radioactieve stoffen in gasvormige, vloeibare of vaste vorm, waarvoor geen verder gebruik is voorzien door het land van herkomst of van bestemming of door een natuurlijke of rechtspersoon wiens beslissing door deze landen wordt aanvaard, en die door een regelgevende instantie als radioactief afval worden gecontroleerd overeenkomstig het wet- en regelgevingkader van de landen van herkomst en bestemming;

bestraalde kernbrandstof : kernbrandstof die is bestraald in en permanent verwijderd is uit een reactorkern;

splijtstoffen : de radionucliden U-233, U-235, Pu-239, Pu-241 en mengsels ervan, met uitzondering van natuurlijk en verarmd uranium;

opwerking : de bewerking die tot doel heeft radionucliden uit bestraalde kernbrandstof te extraheren om deze later te gebruiken;

overbrenging : alle verrichtingen voor het verplaatsen van radioactief afval of bestraalde kernbrandstof van het land van herkomst naar het land van bestemming;

berging : de plaatsing van radioactief afval of bestraalde kernbrandstof in een inrichting zonder de bedoeling het terug te halen;

opslag : het onderbrengen van radioactief afval of bestraalde kernbrandstof in een inrichting die voor de insluiting ervan zorgt, met de bedoeling dit terug te halen;

houder : iedere natuurlijke of rechtspersoon die vóór de overbrenging van radioactief afval of bestraalde kernbrandstof verantwoordelijk is voor dergelijk materiaal en de overbrenging naar een ontvanger plant;

ontvanger : iedere natuurlijke of rechtspersoon naar wie radioactief afval of bestraalde kernbrandstof wordt overgebracht;

land van herkomst : ieder land van waaruit een overbrenging gepland is of plaatsvindt;

pays de destination : tout pays à destination duquel un transfert est prévu ou a lieu;

pays de transit : tout pays, autre que le pays d'origine ou le pays de destination, sur le territoire duquel un transfert est prévu ou a lieu;

autorités compétentes : toute autorité qui, aux termes des dispositions législatives ou réglementaires des pays d'origine, de transit ou de destination, est habilitée à mettre en œuvre le système de surveillance et de contrôle des transferts de déchets radioactifs ou de combustible usé;

source scellée retirée du service : une source scellée qui n'est plus utilisée, ni destinée à l'être, pour la pratique pour laquelle une autorisation a été délivrée;

installation agréée : une installation située sur le territoire d'un pays et autorisée par les autorités compétentes dudit pays conformément au droit national pour l'entreposage ou le stockage définitif de sources scellées;

document uniforme : le document établi par la Commission européenne en application de la Directive 2008/117/Euratom du Conseil du 20 novembre 2006 relative à la surveillance et au contrôle des transferts de déchets radioactifs et de combustible nucléaire usé;

règlement général : règlement général de la protection de la population, des travailleurs et de l'environnement contre le danger des rayonnements ionisants, fixé par l'arrêté royal du 20 juillet 2001;

niveaux d'exemption : les valeurs d'activité et de concentration d'activité fixées à l'annexe I^oA du règlement général, compte tenu des critères d'application décrits dans la même annexe, en particulier en cas de mélange de radionucléides.

Art. 2. — Champ d'application

Le présent arrêté est applicable :

— à l'importation de toutes les substances radioactives dont l'activité ou la concentration est supérieure aux niveaux d'exemption;

— au transit et à l'exportation de déchets radioactifs et de combustible usé dont l'activité ou la concentration est supérieure aux niveaux d'exemption;

— à l'exportation de matériaux ou d'équipements activés ou contaminés par des substances radioactives en vue de décontamination ou de traitement physique ou chimique susceptible d'entraîner la production de déchets radioactifs qui doivent être ramenés en Belgique.

Le présent arrêté n'est pas applicable à :

— l'importation de substances radioactives effectuées dans le cadre d'activités visées à l'art. 5.7 du règlement général et lors desquelles les substances radioactives ne sont pas transférées à un autre utilisateur;

— l'importation de sources naturelles de rayonnement, lorsque les radionucléides naturels qu'elles contiennent ne sont pas et n'ont pas été traités en raison de leurs propriétés radioactives, fissiles ou fertiles, à condition que l'activité ou la concentration d'activité ne dépasse pas le niveau d'exemption; en ce qui concerne la série de l'U-238^{sec} et la série Th-232^{sec}, l'activité ou la concentration d'activité ne doivent pas dépasser 10 fois le niveau d'exemption.

CHAPITRE 2. — Dispositions générales relatives à l'importation

Art. 3. — Enregistrement de l'importateur

3.1. L'importation de substances radioactives ne peut être effectuée que par une personne physique ou morale enregistrée à l'Agence.

3.2. Les informations suivantes doivent être fournies lors de la demande d'enregistrement :

— l'identité de l'importateur;

— la nature des substances radioactives (sources scellées ou non, déchets radioactifs ou non, matières fissiles ou non, combustible usé ou non, intégrées ou non dans un appareil...) qu'il prévoit d'importer ainsi que leur domaine d'utilisation; il convient également d'indiquer si ces matières sont importées pour son propre usage ou pour être livrées à des tiers;

— la fréquence des importations prévues;

— une déclaration dans laquelle l'importateur s'engage à ne livrer et à ne confier le transport des substances radioactives importées qu'à une personne physique ou morale, qui lui a confirmé par écrit qu'elle est autorisée à cet effet en application du règlement général.

land van bestemming : ieder land waarnaar een overbrenging gepland is of plaatsvindt;

land van doorvoer : ieder land, ander dan het land van herkomst of het land van bestemming, over het grondgebied waarvan een overbrenging gepland is of plaatsvindt;

bevoegde autoriteiten : alle autoriteiten die krachtens de respectieve wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen van de landen van herkomst, doorvoer of bestemming gemachtigd zijn uitvoering te geven aan het toezichts- en controlesysteem voor overbrengingen van radioactief afval of bestraalde kernbrandstof;

afgedankte ingekapselde bron : een ingekapselde bron die niet langer wordt gebruikt, noch bestemd is om te worden gebruikt voor de handeling waarvoor een vergunning was verleend;

erkende installatie : een installatie op het grondgebied van een land waaraan de bevoegde autoriteiten van dat land overeenkomstig het nationale recht een vergunning hebben verleend voor de opslag of berging van ingekapselde bronnen;

uniform document : het document dat door de Europese Commissie wordt vastgesteld met toepassing van de Richtlijn 2006/117/Euratom van de Raad van 20 november 2006 betreffende toezicht en controle op overbrenging van radioactieve afvalstoffen en bestraalde splijtstof;

algemeen reglement : algemeen reglement op de bescherming van de bevolking, van de werknemers en van het leefmilieu tegen het gevaar van de ioniserende stralingen, vastgesteld bij koninklijk besluit van 20 juli 2001;

vrijstellingsniveaus : de waarden voor de activiteit en activiteitsconcentratie die vastgesteld zijn in bijlage IA van het algemeen reglement, rekening houdend met de toepassingscriteria beschreven in dezelfde bijlage, in het bijzonder in het geval van een mengsel van radionucliden.

Art. 2. — Toepassingsgebied

Dit besluit is van toepassing op :

— de invoer van alle radioactieve stoffen waarvan de activiteit of activiteitsconcentratie hoger is dan de vrijstellingsniveaus;

— de doorvoer en de uitvoer van radioactief afval en bestraalde kernbrandstof waarvan de activiteit of activiteitsconcentratie hoger is dan de vrijstellingsniveaus;

— de uitvoer van geactiveerde of met radioactieve stoffen besmette materialen en uitrustingen voor ontsmetting, fysische of chemische behandeling die zou kunnen resulteren in de productie van radioactief afval dat naar België moet teruggebracht worden.

Dit besluit is niet van toepassing op :

— de invoer van radioactieve stoffen die plaats vinden in het kader van werkzaamheden zoals bedoeld in art. 5.7 van het algemeen reglement en waarbij de radioactieve stoffen niet aan een andere gebruiker overgedragen worden;

— de invoer van natuurlijke stralingsbronnen, wanneer de natuurlijke radionucliden die ze bevatten niet worden of niet werden behandeld omwille van hun radioactieve eigenschappen, hun splijtbaarheid of hun kweekeigenschappen, op voorwaarde dat de activiteit of de activiteitsconcentratie het vrijstellingsniveau niet overschrijdt; voor wat betreft de reeks U-238^{sec} en de reeks Th-232^{sec} mogen de activiteit of de activiteitsconcentratie het tienvoud van het vrijstellingsniveau niet overschrijden.

HOOFDSTUK 2. — Algemene Bepalingen betreffende de invoer

Art. 3. — Registratie van de invoerder

3.1. De invoer van radioactieve stoffen mag enkel geschieden door een natuurlijke of rechtspersoon die bij het Agentschap geregistreerd is.

3.2. Bij de vraag tot registratie moeten de volgende inlichtingen verstrekt worden :

— de identiteit van de invoerder;

— de aard van de radioactieve stoffen (al dan niet ingekapselde bronnen, al dan niet radioactief afval, al dan niet splijtstoffen, al dan niet bestraalde kernbrandstof, al dan niet in een toestel ingebouwd...) die hij van plan is in te voeren en hun gebruiksgebied; hierbij wordt ook aangegeven of die stoffen voor eigen gebruik ingevoerd worden, dan wel voor levering aan derden;

— de frequentie van de geplande invoeren;

— een verklaring waarin de invoerder er zich toe verbindt de ingevoerde radioactieve stoffen enkel te leveren aan en te laten vervoeren door een natuurlijke of rechtspersoon die hem schriftelijk bevestigd heeft dat hij daartoe vergund is met toepassing van het algemeen reglement.

Si l'importateur est l'exploitant d'un établissement autorisé en application du règlement général et qu'il importe les substances radioactives pour son propre usage ou les entrepose provisoirement avant de les livrer à des tiers, il doit aussi communiquer le numéro et la date de(s) l'autorisation(s) de création et d'exploitation concernée(s).

L'importateur qui est l'exploitant d'un établissement autorisé en application du règlement général et n'importe que des sources scellées pour son propre usage, est exempté de l'enregistrement.

L'Agence peut déterminer le modèle de formulaire qui doit être utilisé lors de la demande d'enregistrement.

3.3. Si l'Agence estime qu'il convient de donner une suite favorable à la demande d'enregistrement, un numéro d'enregistrement est délivré et l'importateur en est informé.

Si l'Agence estime qu'il convient de ne pas donner de suite à la demande d'enregistrement, le demandeur en est informé. Il lui est précisé qu'il a le droit d'être entendu dans les trente jours calendriers suivant la notification de cette information.

Le cas échéant, l'intéressé est entendu par l'Agence qui rend sa décision en tenant compte des éléments complémentaires fournis.

Lorsque le demandeur ne recourt pas à son droit d'être entendu, l'Agence refuse d'office l'enregistrement.

3.4. L'Agence est immédiatement informée de toute modification des données communiquées lors de la demande d'enregistrement.

Si l'Agence estime qu'il convient d'accepter les modifications, l'importateur en est informé.

Si l'Agence estime qu'il convient de ne pas accepter les modifications, la personne enregistrée en est informée. Il lui est précisé qu'elle a le droit d'être entendue dans les trente jours calendrier suivant la notification de cette information.

Le cas échéant, l'intéressée est entendu par l'Agence qui rend sa décision en tenant compte des éléments complémentaires fournis.

Lorsqu'elle ne recourt pas à son droit d'être entendue, l'Agence refuse d'office les modifications de l'enregistrement.

3.5. En cas de cessation de ses activités, l'importateur enregistré est tenu d'en aviser sans délai l'Agence.

Art. 4. — Comptabilité et rapports

L'importateur enregistré tient une comptabilité de l'importation de substances radioactives en y indiquant notamment le nom du destinataire et son adresse, la date de l'importation, ainsi que les quantités importées. Il envoie un bilan de celle-ci à l'Agence à intervalles réguliers. La fréquence des rapports est déterminée par l'Agence sur base des données communiquées lors de la demande d'enregistrement. Les modalités pratiques des rapports sont fixées par l'Agence.

Art. 5. — Bureaux de douane

L'importation de substances radioactives depuis un pays extérieur à l'Union européenne ne peut se faire que par les bureaux douaniers désignés à cette fin par l'Agence, moyennant l'accord du ministre qui a les Finances dans ses attributions.

CHAPITRE 3. — *Importation de substances radioactives autres que des déchets radioactifs, du combustible usé et des matières fissiles*

Art. 6. — Champ d'application

Le présent chapitre est applicable aux substances radioactives sous forme de sources scellées qui ne relèvent pas de l'application des chapitres IV et V du présent arrêté.

Art. 7. — Sources scellées

7.1. Les substances radioactives sous forme de sources scellées visées à l'art. 6, dont l'activité dépasse les niveaux d'exemption, ne peuvent être importées que par une personne physique ou morale enregistrée et autorisée au préalable à cet effet par l'Agence.

7.2. La demande d'autorisation peut couvrir une seule importation ou une série d'importations effectuées au cours d'une période déterminée qui ne peut toutefois être supérieure à trois ans.

La demande doit être introduite à l'Agence au moins vingt jours ouvrables avant l'importation unique ou la première importation de la série.

Indien de invoerder de exploitant is van een inrichting die vergund werd met toepassing van het algemeen reglement en de radioactieve stoffen voor zijn eigen gebruik zal invoeren of tijdelijk zal opslaan vóór levering aan derden, moet hij ook het nummer en de datum van de relevante oprichtings- en exploitatievergunning(en) mededelen.

De invoerder die exploitant is van een inrichting die vergund werd met toepassing van het algemeen reglement en alleen ingekapselde bronnen voor eigen gebruik invoert, is vrijgesteld van registratie.

Het Agentschap kan het model van formulier vaststellen dat bij de vraag tot registratie moet gebruikt worden.

3.3. Indien het Agentschap van oordeel is dat aan de gevraagde registratie een gunstig gevolg kan worden gegeven, wordt een registratienummer toegekend en wordt dat aan de invoerder medegedeeld.

Indien het Agentschap van oordeel is dat aan de gevraagde registratie geen gevolg kan worden gegeven, wordt dit aan de aanvrager medegedeeld. Hierbij wordt verduidelijkt dat hij het recht heeft om binnen de dertig kalenderdagen vanaf de betekening van deze mededeling gehoord te worden.

De betrokkene wordt in voorkomend geval gehoord door het Agentschap dat bij zijn beslissing rekening houdt met de bijkomende elementen die worden verstrekt.

Wanneer de aanvrager geen gebruik maakt van zijn recht om gehoord te worden, weigert het Agentschap ambtshalve de registratie.

3.4. Wijzigingen van de gegevens die bij de vraag tot registratie werden medegedeeld worden onverwijld ter kennis gebracht van het Agentschap.

Indien het Agentschap van oordeel is dat de wijzigingen kunnen aanvaard worden, wordt dat aan de invoerder medegedeeld.

Indien het Agentschap van oordeel is dat de wijzigingen niet aanvaard kunnen worden, wordt dit aan de geregistreerde persoon medegedeeld. Hierbij wordt verduidelijkt dat hij het recht heeft om binnen de dertig kalenderdagen vanaf de betekening van deze mededeling gehoord te worden.

De betrokkene wordt in voorkomend geval gehoord door het Agentschap dat bij zijn beslissing rekening houdt met de bijkomende elementen die worden verstrekt.

Wanneer hij geen gebruik maakt van zijn recht om gehoord te worden, weigert het Agentschap ambtshalve de wijzigingen van de registratie.

3.5. In geval van stopzetting van zijn activiteiten moet de geregistreerde invoerder het Agentschap hiervan onverwijld op de hoogte brengen.

Art. 4. — Boekhouding en Rapportering

Van het invoeren van radioactieve stoffen legt de geregistreerde invoerder een boekhouding aan met de vermelding van inzonderheid de naam van de bestemming en zijn adres, de datum van de invoer, alsook de ingevoerde hoeveelheden. Hij stuurt op geregelde tijdstippen een overzicht aan het Agentschap. De frequentie van rapportering wordt door het Agentschap vastgelegd op basis van de gegevens die bij de aanvraag tot registratie werden medegedeeld. De praktische modaliteiten van de rapportering worden door het Agentschap vastgelegd.

Art. 5. — Douanekantoren

De invoer vanuit een land buiten de Europese Unie van radioactieve stoffen mag alleen geschieden langs de douanekantoren die door het Agentschap, met het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid de Financiën behoren, werden aangeduid.

HOOFDSTUK 3. — *Invoer van radioactieve stoffen, andere dan radioactief afoal, bestraalde kernbrandstof en splijtstoffen*

Art. 6. — Toepassingsgebied

Dit hoofdstuk is van toepassing op de radioactieve stoffen in de vorm van ingekapselde bronnen die niet onder toepassing vallen van de hoofdstukken IV en V van dit besluit.

Art. 7. — Ingekapselde bronnen

7.1. De invoer van de in art. 6 bedoelde radioactieve stoffen in de vorm van ingekapselde bronnen, waarvan de activiteit de vrijstellingsniveaus overschrijdt mag enkel geschieden door een natuurlijke of rechtspersoon die hiervoor door het Agentschap geregistreerd en voorafgaandelijk vergund is.

7.2. De vergunningsaanvraag kan betrekking hebben op een eenmalige invoer of op een reeks invoeren tijdens een bepaalde periode, die evenwel niet langer mag zijn dan drie jaar.

De aanvraag dient minstens twintig werkdagen vóór de eenmalige invoer of de eerste invoer van de reeks bij het Agentschap ingediend te worden.

Les informations suivantes doivent être fournies lors de la demande :

- l'identité de l'importateur et son numéro d'enregistrement;
- le nom des substances radioactives qu'il entend importer, leur activité, leur état physique et chimique ainsi que leur domaine d'application;
- l'identité de(s) l'importateur(s) des substances radioactives;
- le cas échéant, le nombre d'importations prévues et la période au cours de laquelle elles auront lieu.

Le document uniforme européen, visé dans le Règlement (Euratom) 1493/93 du Conseil du 8 juin 1993 concernant les transferts de substances radioactives entre les Etats membres de la Communauté européenne, est utilisé pour les importations depuis un autre Etat de l'Union européenne.

L'Agence peut déterminer le modèle de formulaire qui doit être utilisé lors de la demande d'autorisation pour les importations depuis un Etat extérieur à l'Union européenne.

7.3. Lorsque l'Agence estime que l'importation ne peut être autorisée, l'importateur en est informé. Il est précisé au demandeur qu'il a le droit d'être entendu dans les deux semaines qui suivent la notification de cette information.

Le cas échéant, l'intéressé est entendu par l'Agence qui rend sa décision en tenant compte des éléments complémentaires fournis.

Lorsque le demandeur ne recourt pas à son droit d'être entendu, l'Agence refuse d'office l'autorisation.

CHAPITRE 4. — *Importation de matières fissiles*

Art. 8. — Champ d'application

Le présent chapitre est applicable aux matières fissiles qui ne relèvent pas de l'application du chapitre V du présent arrêté.

Le présent chapitre n'est pas applicable aux sources qui sont utilisées pour l'essai et l'étalonnage d'appareils de mesure, pour autant que la masse des matières fissiles ne dépasse pas 10 milligrammes.

Art. 9. — Autorisation

9.1. Les matières fissiles visées à l'art. 8, dont l'activité ou la concentration est supérieure aux niveaux d'exemption, ne peuvent être importées que par une personne physique ou morale qui a été autorisée au préalable à cet effet par l'Agence.

La demande d'autorisation peut couvrir une seule importation ou une série d'importations effectuées au cours d'une période déterminée qui ne peut toutefois être supérieure à trois ans.

La demande doit être introduite à l'Agence au moins vingt jours ouvrables avant l'importation unique ou la première importation de la série.

9.2. Les informations suivantes doivent être fournies lors de la demande :

- l'identité de l'importateur;
- l'identité du destinataire;
- le nom des matières fissiles destinées à l'importation, leur état physique et chimique, leur masse, leur activité (par importation) et leur domaine d'application;
- la marque d'identité des modèles de colis et le nombre de colis de chaque modèle;
- la date ou la période prévue pour l(es) importation(s) et, le cas échéant, la fréquence et le nombre;
- le(s) transporteur(s) qui sera(ont) impliqués dans le transport.

L'Agence peut déterminer les formulaires qui doivent être utilisés lors de la demande.

9.3. Si l'Agence estime que l'autorisation demandée ne peut être délivrée, le demandeur en est informé. Il lui est précisé qu'il a le droit d'être entendu dans les deux semaines qui suivent la notification de cette information.

Le cas échéant, l'intéressé est entendu par l'Agence qui rend sa décision en tenant compte des éléments complémentaires fournis.

Lorsque le demandeur ne recourt pas à son droit d'être entendu, l'Agence refuse d'office l'autorisation.

Bij de aanvraag moeten de volgende inlichtingen verstrekt worden :

- de identiteit van de invoerder en zijn registratienummer;
- de benaming van de radioactieve stoffen die hij van plan is in te voeren, hun activiteit, hun fysische en chemische toestand en hun gebruiksgebied;
- de identiteit van de vervoerder(s) van de radioactieve stoffen;
- in voorkomend geval het aantal voorziene invoeren en de periode tijdens dewelke deze zullen plaatsvinden.

Voor de invoer uit een andere Lidstaat van de Europese Unie wordt het Europese uniform document gebruikt zoals bedoeld in de Verordening (Euratom) 1493/93 van de Raad van 8 juni 1993 betreffende de overbrenging van radioactieve stoffen tussen Lid-Staten van de Europese Gemeenschap.

Voor de invoer uit een land dat geen lidstaat is van de Europese Unie kan het Agentschap het model van formulier vaststellen dat bij de vergunningsaanvraag moet gebruikt worden.

7.3. Wanneer het Agentschap van oordeel is dat de invoer niet kan toegestaan worden, wordt dat aan de invoerder medegedeeld. Hierbij wordt aan de aanvrager verduidelijkt dat hij het recht heeft om gehoord te worden, en dat binnen de twee weken die volgen op de betekening van deze mededeling.

De betrokkene wordt in voorkomend geval gehoord door het Agentschap dat bij zijn beslissing rekening houdt met de bijkomende elementen die worden verstrekt.

Wanneer de aanvrager geen gebruik maakt van zijn recht om gehoord te worden, weigert het Agentschap ambtshalve de vergunning.

HOOFDSTUK 4. — *Invoer van splijtstoffen*

Art. 8. — Toepassingsgebied

Dit hoofdstuk is van toepassing op de splijtstoffen die niet onder toepassing vallen van hoofdstuk V van dit besluit.

Dit hoofdstuk is niet van toepassing op de bronnen die aangewend worden voor het testen en ijken van meettoestellen voor zover de massa van de splijtstoffen niet hoger is dan 10 milligram.

Art. 9. — Vergunning

9.1. De invoer van de in art. 8 bedoelde splijtstoffen, waarvan de activiteit of de activiteitsconcentratie hoger is dan de vrijstellingsniveaus, mag enkel geschieden door een natuurlijke of rechtspersoon die hiervoor voorafgaandelijk door het Agentschap werd vergund.

De vergunningsaanvraag kan betrekking hebben op een eenmalige invoer of op een reeks invoeren tijdens een bepaalde periode, die evenwel niet langer mag zijn dan drie jaar.

De aanvraag dient minstens twintig werkdagen vóór de eenmalige invoer of de eerste invoer van de reeks bij het Agentschap ingediend te worden.

9.2. Bij de vergunningsaanvraag moeten de volgende inlichtingen verstrekt worden :

- identiteit van de invoerder;
- identiteit van de bestemming;
- de benaming van de voor de invoer bestemde splijtstoffen, hun fysische en chemische toestand, hun massa en activiteit (per invoer) en hun gebruiksgebied;
- het identiteitsmerk van de modellen van collo en het aantal colli van elk model;
- de voorziene datum of periode van de invoer(en), en in voorkomend geval de frequentie en het aantal;
- de vervoerder(s) die bij de invoer zal (zullen) betrokken worden.

Het Agentschap kan de formulieren vaststellen die bij de aanvraag moeten gebruikt worden.

9.3. Indien het Agentschap van oordeel is dat de gevraagde vergunning niet kan worden toegekend, wordt dit aan de aanvrager medegedeeld. Hierbij wordt verduidelijkt dat hij het recht heeft om binnen de twee weken vanaf de betekening van deze mededeling gehoord te worden.

De betrokkene wordt in voorkomend geval gehoord door het Agentschap dat bij zijn beslissing rekening houdt met de bijkomende elementen die worden verstrekt.

Wanneer de aanvrager geen gebruik maakt van zijn recht om gehoord te worden, weigert het Agentschap ambtshalve de vergunning.

CHAPITRE 5. — *Transfert de déchets radioactifs
et de combustible nucléaire usé*

Art. 10. — Champ d'application

Le présent chapitre ne s'applique pas aux transferts de :

- sources retirées du service à destination d'un fournisseur ou d'un fabricant de sources scellées ou d'une installation agréée;
- substances radioactives récupérées, au moyen du traitement, en vue d'une nouvelle utilisation;
- déchets qui ne contiennent que des substances radioactives naturelles et qui ne résultent pas de pratiques.

Art. 11. — Dispositions générales

11.1. Le transfert de déchets radioactifs et de combustible nucléaire usé est soumis à une autorisation préalable délivrée selon les articles 12 à 17 du présent arrêté.

11.2. Les demandes d'autorisation sont introduites auprès de l'Agence au moyen du document uniforme.

Lorsque l'Agence estime que le document uniforme n'est pas dûment rempli, elle renvoie ce document avec une demande de renseignements complémentaires.

11.3. Si le demandeur est établi en Belgique, l'avis de l'ONDRAF doit être joint aux demandes d'importation et d'exportation.

11.4. Le document uniforme rempli et les annexes éventuelles certifiant que la procédure d'autorisation a été accomplie accompagne chaque transfert rentrant dans le champ d'application du présent chapitre, et ce également lorsque l'autorisation concerne plusieurs transferts regroupés dans un même document.

Art. 12. — Exportation
vers des Etats membres de l'Union européenne

12.1. La demande d'autorisation pour l'exportation de déchets radioactifs ou de combustible nucléaire usé vers un Etat membre de l'Union européenne est introduite par le détenteur.

La demande peut couvrir plus d'un transfert pour autant que :

- a) les déchets radioactifs ou le combustible usé qu'elle concerne présentent, pour l'essentiel, les mêmes caractéristiques physiques, chimiques et radioactives;
- b) les transferts aient lieu du même détenteur vers le même destinataire et relèvent des mêmes autorités compétentes;
- c) lorsque les transferts supposent un transit par des pays tiers, un tel transit soit effectué via le même poste frontière d'entrée et/ou de sortie de l'Union européenne et le(s) même(s) poste(s)-frontière(s) du ou des pays tiers concernés, sauf dispositions contraires convenues entre les autorités compétentes concernées.

12.2. Lorsque l'Agence ne peut accepter le transfert prévu, la demande n'est pas envoyée aux autorités compétentes de l'Etat membre de destination, ni à celles des éventuels Etats membres de transit. Le demandeur en est informé. Il lui est également précisé qu'il a le droit d'être entendu dans les trente jours calendriers à compter de la notification de cette information.

Le cas échéant, l'intéressé est entendu par l'Agence qui rend sa décision en tenant compte des éléments complémentaires fournis.

Lorsque le demandeur ne recourt pas à son droit d'être entendu, l'Agence refuse d'office l'autorisation.

12.3. Lorsque l'Agence accepte le transfert prévu, elle adresse, pour consentement, la demande dûment remplie aux autorités compétentes de l'Etat membre de destination et à celles des éventuels Etats membres de transit.

Si les autorités compétentes d'un Etat membre concerné en font la demande, l'Agence envoie des informations complémentaires à ces autorités et en envoie une copie à toutes les autres autorités compétentes concernées.

Si, à l'expiration d'un délai de deux mois à compter de la date de l'accusé de réception de la demande, ou, le cas échéant, des informations complémentaires, des autorités concernées du pays de destination, aucune réponse n'a été reçue des autorités compétentes concernées, les autorités compétentes concernées sont réputées avoir donné leur consentement au transfert demandé.

HOOFDSTUK 5. — *Overbrenging van radioactief afval
en bestraalde kernbrandstof*

Art. 10. — Toepassingsgebied

Dit hoofdstuk is niet van toepassing op de overbrenging van :

- afgedankte ingekapselde bronnen naar een leverancier of fabrikant van ingekapselde bronnen of naar een erkende installatie;
- radioactieve stoffen die door opwerking voor verder gebruik werden gerecupereerd;
- afval dat enkel radioactieve stoffen van natuurlijke oorsprong bevat en dat niet het gevolg is van handelingen.

Art. 11. — Algemene bepalingen

11.1. De overbrenging van radioactief afval en bestraalde kernbrandstof is onderworpen aan een voorafgaande vergunning, die verleend wordt volgens de artikelen 12 tot 17 van dit besluit.

11.2. De vergunningsaanvragen worden ingediend bij het Agentschap, aan de hand van het uniform document.

Wanneer het Agentschap van oordeel is dat het uniform document niet naar behoren is ingevuld, stuurt het dit formulier terug met een vraag naar bijkomende inlichtingen.

11.3. Indien de aanvrager in België gevestigd is, dient bij de aanvragen voor invoer en uitvoer het advies van NIRAS gevoegd te worden.

11.4. Het ingevulde uniforme document en de eventuele bijlagen waaruit blijkt dat aan de vergunningsprocedure is voldaan, moet elke overbrenging die onder het toepassingsgebied van dit hoofdstuk valt, vergezelen, ook wanneer één enkel vergunningsdocument wordt gebruikt voor meerdere overbrengingen.

Art. 12. — Uitvoer
naar lidstaten van de Europese Unie

12.1. De aanvraag tot het bekomen van een vergunning voor uitvoer van radioactief afval of bestraalde kernbrandstof naar een lidstaat van de Europese unie wordt ingediend door de houder.

De aanvraag kan op meer dan één overbrenging betrekking hebben, mits :

- a) het radioactief afval of de bestraalde kernbrandstof waarop de aanvraag betrekking heeft, in wezen dezelfde fysische, chemische en radiologische kenmerken vertoont, en
- b) de overbrenging van dezelfde houder naar dezelfde ontvanger geschiedt en er dezelfde bevoegde autoriteiten bij betrokken zijn, en
- c) indien de overbrenging doorvoer door derde landen omvat, de doorvoer plaatsvindt via dezelfde grensdoorlaatpost van binnenkomst en/of uitreis van de Europese Unie en via dezelfde grensdoorlaatpost van het (de) betrokken derde land(en), tenzij de betrokken bevoegde autoriteiten anders zijn overeengekomen.

12.2. Wanneer het Agentschap niet kan instemmen met de geplande overbrenging, wordt de aanvraag niet naar de bevoegde autoriteiten van de lidstaat van bestemming en van de eventuele lidstaten van doorvoer gestuurd. Dit wordt aan de aanvrager medegedeeld. Hierbij wordt verduidelijkt dat hij het recht heeft om binnen de dertig kalenderdagen vanaf de betekening van deze mededeling gehoord te worden.

De betrokkene wordt in voorkomend geval gehoord door het Agentschap dat bij zijn beslissing rekening houdt met de bijkomende elementen die worden verstrekt.

Wanneer de aanvrager geen gebruik maakt van zijn recht om gehoord te worden, weigert het Agentschap ambtshalve de vergunning.

12.3. Wanneer het Agentschap kan instemmen met de geplande overbrenging, zendt het de naar behoren ingevulde aanvraag ter toestemming naar de bevoegde autoriteiten van de lidstaat van bestemming en van de eventuele lidstaten van doorvoer.

Indien de bevoegde autoriteiten van een betrokken lidstaat daarom verzoeken stuurt het Agentschap bijkomende informatie aan deze autoriteiten en stuurt het een afschrift ervan aan alle andere betrokken bevoegde autoriteiten.

Indien van de betrokken bevoegde autoriteiten na het verstrijken van een termijn van twee maand na ontvangst van de ontvangstbevestiging van de aanvraag, of in voorkomend geval van de bijkomende informatie, door de bevoegde autoriteit van het land van bestemming geen antwoord werd ontvangen, worden de betrokken bevoegde autoriteiten geacht hun toestemming voor de gevraagde overbrenging gegeven te hebben.

12.4. Si l'autorité compétente d'un Etat membre concerné refuse de donner le consentement, l'Agence refuse l'autorisation et elle en informe le détenteur, l'ONDRAF et les autorités compétentes de tous les pays concernés.

Si tous les consentements nécessaires pour le transfert ont été donnés, l'Agence peut autoriser le détenteur à effectuer le transfert. L'Agence peut fixer des conditions à l'autorisation. En tous cas, les conditions fixées par les autorités compétentes des Etats membres concernés sont reprises dans l'autorisation. Elle en informe les autorités compétentes des Etats membres concernés ainsi que l'ONDRAF.

Cette autorisation ne porte en rien atteinte à la responsabilité du détenteur, des transporteurs, du propriétaire, du destinataire, ou de toute personne physique ou morale impliquée dans le transfert.

L'autorisation peut porter sur plusieurs transferts lorsque les conditions visées à l'art. 12.1 sont remplies.

La durée de validité d'une autorisation n'excède pas 3 ans. Pour fixer la durée de validité, l'Agence tient compte des conditions posées par les autorités compétentes concernées pour donner le consentement.

L'Agence envoie au détenteur initial une copie de la confirmation de l'exécution de chaque transfert qu'elle a reçue des autorités compétentes de l'Etat membre de destination.

12.5. L'Agence peut décider que le transfert ne peut être mené à bien si les conditions applicables aux transferts ne sont plus remplies ou ne sont pas conformes aux autorisations ou consentements donnés.

Lorsqu'un transfert ne peut être mené à bien ou que les conditions applicables au transfert ne sont pas remplies, l'Agence veille à ce que les déchets radioactifs ou le combustible utilisé en question soient repris par le détenteur, à moins qu'un autre arrangement sûr soit possible. L'Agence veille à ce que le responsable du transfert prenne, le cas échéant, des mesures correctives de sûreté.

Les coûts résultant des cas où le transfert ne peut être mené à bien incombent au détenteur.

Art. 13. — Exportation vers des pays tiers

13.1. Il est interdit d'exporter des déchets radioactifs et du combustible utilisé :

a) vers une destination située au sud du 60° parallèle de l'hémisphère Sud;

b) vers un Etat partie à l'Accord de partenariat entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part, (accord ACP-CE de Cotonou) qui n'est pas un Etat membre, sauf s'il s'agit de déchets radioactifs produits lors du traitement en Belgique de déchets radioactifs ou de combustible utilisé provenant de ces Etats;

c) vers un pays tiers qui, de l'avis de l'Agence, conformément aux critères fixés par la Commission européenne en application de l'art. 16.2 de la Directive 2006/117/Euratom et compte tenu des informations pertinentes des autres Etats membres, ne dispose ni de la capacité administrative ou technique, ni de la structure réglementaire qui lui permettraient de gérer en toute sûreté les déchets radioactifs ou le combustible utilisé, ainsi que l'indique la Convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible utilisé et sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs.

13.2. La demande d'exportation vers un pays extérieur à l'Union européenne est introduite par le détenteur.

La demande peut couvrir plusieurs transferts, lorsque les conditions visées à l'art. 12.1 sont remplies.

13.3. Lorsque l'Agence ne peut accepter un transfert prévu, la demande n'est pas envoyée aux autorités compétentes du pays de destination et des éventuels Etats membres de transit. Le demandeur en est informé. Il lui est précisé qu'il a le droit d'être entendu dans les trente jours calendriers à compter de la notification de cette information.

Le cas échéant, l'intéressé est entendu par l'Agence qui rend sa décision en tenant compte des éléments complémentaires fournis.

Lorsque le demandeur ne recourt pas à son droit d'être entendu, l'Agence refuse d'office l'autorisation.

13.4. Lorsque l'Agence accepte le transfert prévu, elle informe les autorités compétentes du pays de destination du transfert prévu et leur demande leur consentement. Elle envoie également, pour consentement, la demande aux autorités compétentes des éventuels Etats membres de transit.

12.4. Indien de bevoegde autoriteit van een betrokken lidstaat weigert om toestemming te geven, weigert het Agentschap de vergunning en stelt de houder, NIRAS en de bevoegde autoriteiten van alle betrokken landen daarvan in kennis.

Indien alle nodige toestemmingen voor de overbrenging zijn verleend, kan het Agentschap de houder vergunning tot overbrenging verlenen. Het Agentschap kan aan de vergunning voorwaarden verbinden. In elk geval worden de voorwaarden die de bevoegde autoriteiten van de betrokken lidstaten aan hun toestemming verbonden in de vergunning opgenomen. Het stelt de bevoegde autoriteiten van de betrokken lidstaten en NIRAS daarvan in kennis.

Deze vergunning doet geenszins afbreuk aan de aansprakelijkheid van de houder, de vervoerders, de eigenaar, de ontvanger of enige andere natuurlijke of rechtspersoon die bij de overbrenging betrokken is.

De vergunning kan voor meer dan één overbrenging gelden mits voldaan is aan de voorwaarden van art. 12.1.

De vergunning geldt voor ten hoogste 3 jaar. Bij de vaststelling van de geldigheidsperiode houdt het Agentschap rekening met de voorwaarden die door de betrokken bevoegde autoriteiten bij hun toestemming werden gesteld.

Het Agentschap stuurt een afschrift van de bevestiging van het uitvoeren van elke overbrenging die het van de bevoegde autoriteit van de lidstaat van bestemming heeft ontvangen, aan de oorspronkelijke houder.

12.5. Het Agentschap kan besluiten dat de overbrenging niet kan worden voltooid wanneer niet langer aan de voorwaarden voor overbrenging wordt voldaan of wanneer deze voorwaarden niet in overeenstemming zijn met de vergunningen of toestemmingen die zijn verleend.

Wanneer een overbrenging niet kan worden voltooid of als niet voldaan is aan de voorwaarden voor overbrenging, ziet het Agentschap erop toe dat het radioactieve afval of de bestraalde kernbrandstof in kwestie door de houder ervan wordt teruggenomen, tenzij een andere veilige regeling kan getroffen worden. Het Agentschap ziet erop toe dat de persoon die verantwoordelijk is voor de overbrenging daar waar nodig corrigerende veiligheidsmaatregelen neemt.

De houder is aansprakelijk voor alle kosten in gevallen waarbij de overbrenging niet kan of mag worden voltooid.

Art 13. — Uitvoer naar derde landen

13.1. Het is verboden om radioactief afval en bestraalde kernbrandstof uit te voeren naar :

a) een bestemming ten zuiden van 60° zuiderbreedte;

b) een staat die partij is bij de Partnerschapsovereenkomst tussen de leden van de groep van staten in Afrika, het Caribische gebied en de Stille Oceaan (ACS) enerzijds en de Europese Gemeenschap en haar lidstaten anderzijds, (ACP-EG-overeenkomst van Cotonou) en geen lidstaat is, tenzij het om radioactief afval gaat dat geproduceerd werd bij de behandeling in België van radioactief afval of bestraalde kernbrandstof afkomstig uit die staten;

c) een derde land dat, naar het oordeel van het Agentschap, overeenkomstig de criteria die door de Europese Commissie met toepassing van art. 16.2 van de Richtlijn 2006/117/Euratom werden opgesteld en rekening houdend met relevante informatie van andere lidstaten, niet beschikt over de administratieve en technische middelen en de regelgevingsstructuur om het radioactieve afval of de bestraalde kernbrandstof veilig te beheren, zoals is vastgesteld in het Gezamenlijk Verdrag inzake de veiligheid van het beheer van bestraalde splijtstof en inzake de veiligheid van het beheer van radioactief afval.

13.2. De aanvraag tot uitvoer naar een land buiten de Europese Unie wordt door de houder ingediend.

De aanvraag kan betrekking hebben op meer dan één overbrenging, mits aan de voorwaarden van art. 12.1 is voldaan.

13.3. Wanneer het Agentschap niet kan instemmen met de geplande overbrenging, wordt de aanvraag niet naar de bevoegde autoriteiten van het land van bestemming en van de eventuele lidstaten van doorvoer gestuurd. Dit wordt aan de aanvrager medegedeeld. Hierbij wordt verduidelijkt dat hij het recht heeft om binnen de dertig kalenderdagen vanaf de betekening van deze mededeling gehoord te worden.

De betrokkene wordt in voorkomend geval gehoord door het Agentschap dat bij zijn beslissing rekening houdt met de bijkomende elementen die worden verstrekt.

Wanneer de aanvrager geen gebruik maakt van zijn recht om gehoord te worden, weigert het Agentschap ambtshalve de vergunning.

13.4. Wanneer het Agentschap kan instemmen met de geplande overbrenging, stelt het de bevoegde autoriteit van het land van bestemming in kennis van deze geplande overbrenging en vraagt haar toestemming. Het stuurt de aanvraag ter toestemming ook naar de bevoegde autoriteiten van eventuele lidstaten van doorvoer.

Si les autorités compétentes d'un pays concerné en font la demande, l'Agence envoie des informations complémentaires à ces autorités et en envoie une copie à toutes les autres autorités compétentes concernées.

Si, à l'expiration d'un délai de deux mois à compter de la date d'envoi de la demande, ou, le cas échéant, des informations complémentaires, aucune réponse n'a été reçue des autorités compétentes concernées, les autorités compétentes concernées sont réputées avoir donné leur consentement au transfert demandé.

13.5. Si les autorités compétentes d'un Etat membre concerné refusent de donner le consentement, l'Agence refuse l'autorisation et elle en informe le détenteur, l'ONDRAF et les autorités compétentes de tous les pays concernés.

Si tous les consentements nécessaires pour le transfert ont été donnés, l'Agence peut à autoriser le détenteur à effectuer le transfert. L'Agence peut fixer des conditions à l'autorisation. En tous cas, les conditions fixées par les autorités compétentes des Etats membres concernés sont reprises dans l'autorisation. Elle en informe les autorités compétentes du pays de destination et de tous les pays de transit ainsi que l'ONDRAF.

Cette autorisation ne porte en rien atteinte à la responsabilité du détenteur, des transporteurs, du propriétaire, du destinataire, ou de toute personne physique ou morale impliquée dans le transfert.

L'autorisation peut porter sur plusieurs transferts lorsque les conditions visées à l'art. 12.1 sont remplies.

La durée de validité d'une autorisation n'excède pas 3 ans. Pour fixer la durée de validité, l'Agence tient compte des conditions posées par les autorités compétentes concernées pour donner le consentement.

13.6. Le détenteur notifie à l'Agence, dans un délai de quinze jours calendriers à compter de la date d'arrivée, que les déchets radioactifs ou le combustible usé ont atteint leur destination dans le pays tiers et indique le dernier bureau des douanes de l'Union européenne par lequel le transfert a été opéré.

Cette notification est corroborée par une déclaration ou un certificat du destinataire indiquant que les déchets radioactifs ou le combustible usé ont atteint la destination prévue et indiquant le bureau des douanes d'entrée dans le pays tiers.

13.7. L'Agence peut décider que le transfert ne peut être mené à bien si les conditions applicables aux transferts ne sont plus remplies ou ne sont pas conformes aux autorisations ou consentements donnés.

Lorsqu'un transfert ne peut être mené à bien ou que les conditions applicables au transfert ne sont pas remplies, l'Agence veille à ce que les déchets radioactifs ou le combustible usé en question soient repris par le détenteur, à moins qu'un autre arrangement sûr soit possible. L'Agence veille à ce que le responsable du transfert prenne, le cas échéant, des mesures correctives de sûreté.

Les coûts résultant des cas où le transfert ne peut être mené à bien incombent au détenteur.

Art. 14. — Importation depuis un pays tiers

14.1. Lorsque les déchets radioactifs ou le combustible usé est importé depuis un pays tiers, la demande d'autorisation est introduite par le destinataire.

La demande peut couvrir plusieurs transferts, lorsque les conditions visées à l'art. 12.1 sont remplies.

La demande comprend des éléments attestant que le destinataire a conclu avec le détenteur établi dans un pays tiers un arrangement qui a été accepté par les autorités compétentes dudit pays tiers, et qui oblige le détenteur à reprendre les déchets radioactifs ou le combustible usé lorsqu'un transfert ne peut être mené à bien.

14.2. Lorsque l'Agence ne peut accepter le transfert prévu, la demande n'est pas envoyée aux autorités compétentes des éventuels Etats membres de transit. Le demandeur en est informé. Il lui est également précisé qu'il a le droit d'être entendu dans les trente jours calendriers à compter de la notification de cette information.

Le cas échéant, l'intéressé est entendu par l'Agence qui rend sa décision en tenant compte des éléments complémentaires fournis.

Lorsque le demandeur ne recourt pas à son droit d'être entendu, l'Agence refuse d'office l'autorisation.

Indien de bevoegde autoriteiten van een betrokken land daarom verzoeken stuurt het Agentschap bijkomende informatie aan deze autoriteiten en stuurt het een afschrift ervan aan alle andere betrokken bevoegde autoriteiten.

Indien van de betrokken bevoegde autoriteiten na het verstrijken van een termijn van twee maanden na het versturen van de aanvraag, of in voorkomend geval van de bijkomende informatie, geen antwoord werd ontvangen worden de betrokken bevoegde autoriteiten geacht hun toestemming voor de gevraagde overbrenging gegeven te hebben.

13.5. Indien de bevoegde autoriteit van een betrokken lidstaat weigert om toestemming te geven, weigert het Agentschap de vergunning en stelt de houder, NIRAS en de bevoegde autoriteiten van alle betrokken landen daarvan in kennis.

Indien alle nodige toestemmingen voor de overbrenging zijn verleend, kan het Agentschap de houder vergunning tot overbrenging te verlenen. Het Agentschap kan aan de vergunning voorwaarden verbinden. In elk geval worden de voorwaarden die de bevoegde autoriteiten van de betrokken lidstaten aan hun toestemming verbonden in de vergunning opgenomen. Het stelt de bevoegde autoriteiten van het land van bestemming en van alle landen van doorvoer, evenals NIRAS daarvan in kennis.

Deze vergunning doet geenszins afbreuk aan de aansprakelijkheid van de houder, de vervoerders, de eigenaar, de ontvanger of enige andere natuurlijke of rechtspersoon die bij de overbrenging betrokken is.

De vergunning kan voor meer dan één overbrenging gelden mits voldaan is aan de voorwaarden van art. 12.1.

De vergunning geldt voor ten hoogste 3 jaar. Bij de vaststelling van de geldigheidsperiode houdt het Agentschap rekening met de voorwaarden die door de betrokken bevoegde autoriteiten bij hun toestemming werden gesteld.

13.6. De houder stelt het Agentschap er binnen de vijftien kalenderdagen na de datum van aankomst van in kennis dat het radioactief afval of de bestraalde kernbrandstof zijn bestemming in het derde land heeft bereikt en vermeldt het laatste douanekantoor in de Europese Unie waarlangs de overbrenging is verricht.

Deze kennisgeving gaat vergezeld van een verklaring of bevestiging van de ontvanger dat het radioactieve afval of de bestraalde kernbrandstof de juiste bestemming heeft bereikt, met vermelding van het douanekantoor van binnenkomst in het derde land.

13.7. Het Agentschap kan besluiten dat de overbrenging niet kan worden voltooid wanneer niet langer aan de voorwaarden voor overbrenging wordt voldaan of wanneer deze voorwaarden niet in overeenstemming zijn met de vergunningen of toestemmingen die zijn verleend.

Wanneer een overbrenging niet kan worden voltooid of als niet voldaan is aan de voorwaarden voor overbrenging, ziet het Agentschap erop toe dat het radioactieve afval of de bestraalde kernbrandstof in kwestie door de houder ervan wordt teruggenomen, tenzij een andere veilige regeling kan getroffen worden. Het Agentschap ziet erop toe dat de persoon die verantwoordelijk is voor de overbrenging daar waar nodig corrigerende veiligheidsmaatregelen neemt.

De houder is aansprakelijk voor alle kosten in gevallen waarbij de overbrenging niet kan of mag worden voltooid.

Art. 14. — Invoer vanuit derde landen

14.1. Wanneer radioactief afval of bestraalde kernbrandstof vanuit een derde land worden binnengebracht, wordt de vergunningsaanvraag ingediend door de ontvanger.

De aanvraag kan betrekking hebben op meer dan één overbrenging, mits aan de voorwaarden van art. 12.1 is voldaan.

In de aanvraag moet worden aangetoond dat de ontvanger een regeling heeft getroffen met de in het derde land gevestigde houder, die door de bevoegde autoriteiten van dat derde land is aanvaard, waarbij de houder verplicht is het radioactieve afval of de bestraalde kernbrandstof terug te nemen wanneer de overbrenging niet kan worden voltooid.

14.2. Wanneer het Agentschap niet kan instemmen met de geplande overbrenging, wordt de aanvraag niet naar de bevoegde autoriteiten van de eventuele lidstaten van doorvoer gestuurd. Dit wordt aan de aanvrager medegedeeld. Hierbij wordt verduidelijkt dat hij het recht heeft om binnen de dertig kalenderdagen vanaf de betekening van deze medeling gehoord te worden.

De betrokkene wordt in voorkomend geval gehoord door het Agentschap dat bij zijn beslissing rekening houdt met de bijkomende elementen die worden verstrekt.

Wanneer de aanvrager geen gebruik maakt van zijn recht om gehoord te worden, weigert het Agentschap ambtshalve de vergunning.

14.3. Lorsque l'Agence estime que le document uniforme est dûment rempli et que le transfert prévu peut être accepté, elle envoie dans les trente jours calendriers qui suivent la réception de la demande, pour consentement, la demande aux autorités compétentes des éventuels Etats membres de transit.

Si les autorités compétentes d'un Etat membre concerné en font la demande, l'Agence envoie des informations complémentaires à ces autorités et en envoie une copie à toutes les autres autorités compétentes concernées.

Si, à l'expiration d'un délai de deux mois, aucune réponse n'a été reçue des autorités compétentes concernées, ces autorités compétentes sont réputées avoir donné leur consentement au transfert demandé.

14.4. Si l'autorité compétente d'un Etat membre concerné refuse de donner le consentement, l'Agence refuse l'autorisation. Elle en informe le détenteur, l'ONDRAF et les autorités compétentes de tous les pays concernés.

Si tous les consentements nécessaires au transfert ont été donnés, l'Agence peut autoriser le détenteur à effectuer le transfert. L'Agence peut fixer des conditions à l'autorisation. En tous cas, les conditions posées par les autorités compétentes des Etats membres concernés pour donner le consentement sont reprises dans l'autorisation. L'Agence en informe les autorités compétentes du pays d'origine et de tous les pays de transit ainsi que l'ONDRAF.

Cette autorisation ne porte en rien atteinte à la responsabilité du détenteur, des transporteurs, du propriétaire, du destinataire, ou de toute personne physique ou morale impliquée dans le transfert.

L'autorisation peut porter sur plusieurs transferts lorsque les conditions visées à l'art. 12.1 sont remplies.

La durée de validité d'une autorisation n'excède pas 3 ans. Pour fixer la durée de validité, l'Agence tient compte des conditions posées par les autorités compétentes concernées pour donner le consentement.

14.5. Dans les quinze jours calendrier qui suivent la réception, le destinataire des déchets radioactifs ou du combustible usé envoie à l'Agence un accusé de réception pour chaque transfert. L'Agence envoie une copie de l'accusé de réception à l'ONDRAF et aux autorités compétentes du pays d'origine et des éventuels pays de transit.

14.6. L'Agence peut décider que le transfert ne peut être mené à bien si les conditions applicables aux transferts ne sont plus remplies ou ne sont pas conformes aux autorisations ou consentements donnés. Elle en informe immédiatement les autorités compétentes du pays d'origine.

Les coûts résultant des cas où le transfert ne peut être mené à bien incombent au destinataire.

Art. 15. — Importation depuis un Etat membre de l'Union européenne

15.1. Lorsque l'Agence estime que le document uniforme qu'elle a reçu de l'autorité compétente du pays d'origine est dûment rempli, elle envoie un accusé de réception aux autorités compétentes du pays d'origine et en envoie copie aux autres autorités compétentes concernées dans les trente jours calendriers qui suivent la réception du document.

Lorsque l'Agence estime que le document uniforme n'est pas dûment rempli, elle demande les éléments d'information manquants aux autorités compétentes du pays d'origine dans les vingt jours calendriers qui suivent la réception du document. Elle informe les autres autorités compétentes concernées de cette demande.

Au plus tard dix jours calendriers après la date de réception des éléments d'information manquants, l'Agence envoie un accusé de réception aux autorités compétentes de l'Etat membre d'origine et en adresse copie aux autres autorités compétentes concernées.

L'Agence envoie, pour avis, le document uniforme dûment complété à l'ONDRAF.

Au plus tard deux mois à compter de la date de l'accusé de réception, l'Agence prend, le cas échéant en tenant compte de l'avis de l'ONDRAF, une décision sur l'importation prévue et notifie aux autorités compétentes du pays d'origine son consentement, ou les conditions qu'elle juge nécessaires pour donner son consentement, ou son refus de donner son consentement. L'Agence peut demander aux autorités compétentes du pays d'origine de prolonger ce délai d'un mois maximum.

15.2. Le destinataire envoie un accusé de réception à l'Agence dans les quinze jours calendriers qui suivent la réception des déchets radioactifs ou du combustible usé.

L'Agence envoie copie de l'accusé de réception aux autorités compétentes du pays d'origine et des éventuels pays de transit.

14.3. Wanneer het Agentschap van oordeel is dat het uniform document naar behoren is ingevuld en met de geplande overbrenging kan instemmen, stuurt het de aanvraag ter toestemming binnen de dertig kalenderdagen volgend op de ontvangst van de aanvraag aan de bevoegde autoriteiten van eventuele lidstaten van doorvoer.

Indien de bevoegde autoriteiten van een betrokken lidstaat daarom verzoeken stuurt het Agentschap bijkomende informatie aan deze autoriteiten en stuurt het een afschrift ervan aan alle andere betrokken bevoegde autoriteiten.

Indien van de betrokken bevoegde autoriteiten na het verstrijken van een termijn van twee maanden geen antwoord werd ontvangen, worden die bevoegde autoriteiten geacht hun toestemming voor de gevraagde overbrenging gegeven te hebben.

14.4. Indien de bevoegde autoriteit van een betrokken lidstaat weigert om toestemming te geven, weigert het Agentschap de vergunning. Het stelt de houder, NIRAS en de bevoegde autoriteiten van alle betrokken landen daarvan in kennis.

Indien alle nodige toestemmingen voor de overbrenging zijn verleend, kan het Agentschap de ontvanger vergunning tot overbrenging geven. Het Agentschap kan aan de vergunning voorwaarden verbinden. In elk geval worden de voorwaarden die de bevoegde autoriteiten van de betrokken lidstaten aan hun toestemming verbonden in de vergunning opgenomen. Het Agentschap stelt de bevoegde autoriteiten van het land van herkomst en van alle landen van doorvoer, evenals NIRAS daarvan in kennis.

Deze vergunning doet geenszins afbreuk aan de aansprakelijkheid van de houder, de vervoerders, de eigenaar, de ontvanger of enige andere natuurlijke of rechtspersoon die bij de overbrenging betrokken is.

De vergunning kan voor meer dan één overbrenging gelden mits voldaan is aan de voorwaarden van art. 12.1.

De vergunning geldt voor ten hoogste 3 jaar. Bij de vaststelling van de geldigheidsperiode houdt het Agentschap rekening met de voorwaarden die door de betrokken bevoegde autoriteiten bij hun toestemming werden gesteld.

14.5. Binnen vijftien kalenderdagen na ontvangst stuurt de ontvanger van het radioactief afval of de bestraalde kernbrandstof het Agentschap van elke overbrenging een ontvangstbevestiging. Het Agentschap stuurt een afschrift van de ontvangstbevestiging aan NIRAS en aan de bevoegde autoriteiten van het land van herkomst en van eventuele landen van doorvoer.

14.6. Het Agentschap kan besluiten dat de overbrenging niet kan worden voltooid wanneer niet langer aan de voorwaarden voor overbrenging wordt voldaan of wanneer deze voorwaarden niet in overeenstemming zijn met de vergunningen of toestemmingen die zijn verleend. Het brengt er dan onverwijld de bevoegde autoriteiten van het land van herkomst van op de hoogte.

De ontvanger is aansprakelijk voor alle kosten in gevallen waarbij de overbrenging niet kan of mag worden voltooid.

Art. 15. — Invoer vanuit lidstaten van de Europese Unie

15.1. Wanneer het Agentschap van oordeel is dat het uniform document, dat het van de bevoegde autoriteit van het land van herkomst kreeg toegestuurd, naar behoren is ingevuld, stuurt het binnen de dertig kalenderdagen na de ontvangst ervan een ontvangstbevestiging aan de bevoegde autoriteiten van het land van herkomst, met een kopie aan de andere betrokken bevoegde autoriteiten.

Wanneer het Agentschap van oordeel is dat het uniform document niet naar behoren is ingevuld, verzoekt het, binnen de twintig kalenderdagen na de ontvangst ervan, de bevoegde autoriteit van het land van herkomst om de ontbrekende informatie. Het stelt de andere betrokken bevoegde autoriteiten van dit verzoek in kennis.

Uiterlijk tien kalenderdagen na ontvangst van de ontbrekende informatie stuurt het Agentschap een ontvangstbevestiging aan de bevoegde autoriteiten van het land van herkomst, met een kopie aan de andere betrokken bevoegde autoriteiten.

Het Agentschap stuurt het naar behoren ingevuld uniform document voor advies naar NIRAS.

Uiterlijk twee maanden na de datum van de ontvangstbevestiging neemt het Agentschap, in voorkomend geval rekening houdend met het advies van NIRAS, een beslissing over de geplande invoer en stelt het de bevoegde autoriteit van het land van herkomst in kennis van hetzij zijn toestemming, hetzij van de voorwaarden die het noodzakelijk acht om toestemming te verlenen, hetzij van zijn weigering om toestemming te verlenen. Het Agentschap kan aan de bevoegde autoriteit van het land van herkomst vragen om die termijn met maximaal één maand te verlengen.

15.2. De ontvanger stuurt binnen de vijftien kalenderdagen na ontvangst van het radioactief afval of de bestraalde kernbrandstof een ontvangstbevestiging aan het Agentschap.

Het Agentschap stuurt een afschrift van deze ontvangstbevestiging aan de bevoegde autoriteit van het land van herkomst en van de eventuele landen van doorvoer.

15.3. L'Agence peut décider que le transfert ne peut être mené à bien si les conditions applicables aux transferts ne sont plus remplies ou ne sont pas conformes aux autorisations ou consentements donnés.

Elle en informe immédiatement les autorités compétentes des pays membres concernés.

Les coûts résultant des cas où le transfert ne peut être mené à bien incombent au détenteur.

Art. 16. — Transit depuis un Etat membre de l'Union européenne vers un autre Etat membre

16.1. Lorsque l'Agence estime que le document uniforme qu'elle a reçu des autorités compétentes du pays d'origine est dûment rempli, elle envoie un accusé de réception aux autorités compétentes du pays d'origine dans les trente jours calendriers qui suivent la réception.

Lorsque l'Agence estime que le document uniforme n'est pas dûment rempli, elle demande les éléments d'information manquants aux autorités compétentes du pays d'origine dans les vingt jours calendriers qui suivent la réception du document. Elle informe les autres autorités compétentes concernées de cette demande.

Au plus tard deux mois à compter de la date de l'accusé de réception de la demande ou, le cas échéant, des éléments d'information complémentaires par les autorités compétentes du pays de destination, l'Agence prend une décision sur le transit prévu et notifie aux autorités compétentes du pays d'origine son consentement, ou les conditions qu'elle juge nécessaires pour donner son consentement, ou son refus de donner son consentement. L'Agence peut demander aux autorités compétentes du pays d'origine de prolonger ce délai d'un mois maximum.

16.2. Lorsque l'Agence a donné son consentement au transit pour un transfert en particulier, elle ne peut refuser de donner son consentement au retransfert dans les cas suivants :

a) lorsque le consentement initial concernait des matières transférées à des fins de traitement ou de retraitement, pour autant que le retransfert concerne des déchets radioactifs ou d'autres produits équivalents aux matières initiales après traitement ou retraitement, et que toutes les dispositions applicables soient respectées;

b) dans les circonstances décrites à l'article 12.5, si le retransfert est effectué dans les mêmes conditions et avec les mêmes spécifications.

16.3. L'Agence peut décider que le transfert ne peut être mené à bien si les conditions applicables aux transferts ne sont plus remplies ou ne sont pas conformes aux autorisations ou consentements donnés. Elle en informe immédiatement les autorités compétentes des pays membres concernés.

Les coûts résultant des cas où le transfert ne peut être mené à bien incombent au détenteur.

Art. 17. — Transit à travers l'Union européenne

17.1. Lorsque des déchets radioactifs ou le combustible usé seront importés depuis un pays tiers vers l'Union européenne, que le pays de destination n'est pas un Etat membre de l'Union européenne et que la Belgique est le premier Etat membre de transit, la demande d'autorisation est introduite par la personne physique ou morale responsable de la gestion du transfert sur le territoire belge.

La demande peut couvrir plusieurs transferts, lorsque les conditions visées à l'art. 12.1 sont remplies.

La demande comprend des éléments attestant que le destinataire a conclu avec le détenteur un arrangement qui a été accepté par les autorités compétentes du pays d'origine, et qui oblige le détenteur à reprendre les déchets radioactifs ou le combustible usé lorsqu'un transfert ne peut être mené à bien.

17.2. Lorsque l'Agence ne peut accepter le transfert prévu, la demande n'est pas envoyée aux autorités compétentes des éventuels Etats membres de transit. Le demandeur en est informé. Il lui est également précisé qu'il a le droit d'être entendu dans les trente jours calendriers suivant la notification de cette information.

Le cas échéant, l'intéressé est entendu par l'Agence qui rend sa décision en tenant compte des éléments complémentaires fournis.

Lorsque le demandeur ne recourt pas à son droit d'être entendu, l'Agence refuse d'office l'autorisation.

15.3. Het Agentschap kan besluiten dat de overbrenging niet kan worden voltooid wanneer niet langer aan de voorwaarden voor overbrenging wordt voldaan of wanneer deze voorwaarden niet in overeenstemming zijn met de vergunningen of toestemmingen die zijn verleend.

Het brengt er dan onverwijld de bevoegde autoriteiten van de betrokken Lidstaten op de hoogte.

De houder is aansprakelijk voor alle kosten in gevallen waarbij de overbrenging niet kan of mag worden voltooid.

Art. 16. — Doorvoer vanuit een lidstaat van de Europese Unie naar een andere lidstaat

16.1. Wanneer het Agentschap van oordeel is dat het uniform document, dat het van de bevoegde autoriteit van het land van herkomst kreeg toegestuurd, naar behoren is ingevuld, stuurt het binnen de dertig kalenderdagen na de ontvangst ervan een ontvangstbevestiging aan de bevoegde autoriteiten van het land van herkomst.

Wanneer het Agentschap van oordeel is dat het uniform document niet naar behoren is ingevuld, verzoekt het, binnen de twintig kalenderdagen na de ontvangst ervan, de bevoegde autoriteit van het land van herkomst om de ontbrekende informatie. Het stelt de andere betrokken bevoegde autoriteiten van dit verzoek in kennis.

Uiterlijk twee maanden na de datum van de ontvangstbevestiging van de aanvraag of, in voorkomend geval, van de bijkomende informatie door de bevoegde autoriteit van het land van bestemming, neemt het Agentschap een beslissing over de geplande doorvoer en stelt het de bevoegde autoriteit van het land van herkomst in kennis van hetzij zijn toestemming, hetzij van de voorwaarden die het noodzakelijk acht om toestemming te verlenen, hetzij van zijn weigering om toestemming te verlenen. Het Agentschap kan aan de bevoegde autoriteit van het land van herkomst vragen om die termijn met maximaal één maand te verlengen.

16.2. Wanneer het Agentschap voor een bepaalde overbrenging toestemming voor doorvoer heeft verleend, mag het in de volgende gevallen toestemming voor terugzending niet weigeren :

a) wanneer de aanvankelijke toestemming betrekking had op materiaal dat werd overgebracht voor behandelings- of opwerkingsdoeleinden, indien de terugzending betrekking heeft op radioactief afval of andere producten die gelijkwaardig zijn aan het oorspronkelijke materiaal na behandeling of opwerking, en alle relevante voorschriften zijn nageleefd;

b) onder de in art. 12.5 beschreven omstandigheden, indien de terugzending op dezelfde voorwaarden en met dezelfde specificaties wordt verricht.

16.3. Het Agentschap kan besluiten dat de overbrenging niet kan worden voltooid wanneer niet langer aan de voorwaarden voor overbrenging wordt voldaan of wanneer deze voorwaarden niet in overeenstemming zijn met de vergunningen of toestemmingen die zijn verleend. Het brengt er dan onverwijld de bevoegde autoriteiten van de betrokken Lidstaten op de hoogte.

De houder is aansprakelijk voor alle kosten in gevallen waarbij de overbrenging niet kan of mag worden voltooid.

Art. 17. — Doorvoer door de Europese Unie

17.1. Wanneer radioactief afval of bestraalde kernbrandstof vanuit een derde land de Europese Unie zal worden binnengebracht, het land van bestemming geen lidstaat van de Europese Unie is en België de eerste lidstaat van doorvoer is, wordt de vergunningsaanvraag ingediend door de natuurlijke of rechtspersoon die verantwoordelijk is voor het beheer van de overbrenging op Belgisch grondgebied.

De aanvraag kan betrekking hebben op meer dan één overbrenging, mits aan de voorwaarden van art. 12.1 is voldaan.

In de aanvraag moet worden aangetoond dat de ontvanger een regeling heeft getroffen met de houder, die door de bevoegde autoriteiten van het land van herkomst is aanvaard, waarbij de houder verplicht is het radioactieve afval of de bestraalde kernbrandstof terug te nemen wanneer de overbrenging niet kan worden voltooid.

17.2. Wanneer het Agentschap niet kan instemmen met de geplande overbrenging, wordt de aanvraag niet naar de bevoegde autoriteiten van de eventuele lidstaten van doorvoer gestuurd. Dit wordt aan de aanvrager medegedeeld. Hierbij wordt verduidelijkt dat hij het recht heeft om binnen de dertig kalenderdagen vanaf de betekening van deze mededeling gehoord te worden.

De betrokkene wordt in voorkomend geval gehoord door het Agentschap dat bij zijn beslissing rekening houdt met de bijkomende elementen die worden verstrekt.

Wanneer de aanvrager geen gebruik maakt van zijn recht om gehoord te worden, weigert het Agentschap ambtshalve de vergunning.

17.3. Lorsque l'Agence accepte le transfert prévu, elle adresse, pour consentement, la demande aux autorités compétentes des autres États membres de transit éventuels.

Si, à l'expiration d'un délai de deux mois, aucune réponse n'a été reçue des autorités compétentes concernées, les autorités compétentes concernées sont réputées avoir donné leur consentement au transfert demandé.

17.4. Si l'autorité compétente d'un Etat membre concerné refuse de donner le consentement, l'Agence refuse l'autorisation. Elle en informe le détenteur et les autorités compétentes de tous les pays concernés.

Si tous les consentements nécessaires au transfert ont été donnés, l'Agence peut autoriser le responsable visé à l'art. 17.1 à effectuer le transfert. L'Agence peut fixer des conditions à l'autorisation. En tous cas, les conditions posées par les autorités compétentes des Etats membres concernés pour donner le consentement sont reprises dans l'autorisation. L'Agence en informe les autorités compétentes du pays d'origine et des autres pays de transit éventuels.

Cette autorisation ne porte en rien atteinte à la responsabilité du détenteur, des transporteurs, du propriétaire, du destinataire, de toute personne physique ou morale impliquée dans le transfert.

L'autorisation peut porter sur plusieurs transferts lorsque les conditions visées à l'art. 12.1 sont remplies.

La durée de validité d'une autorisation n'excède pas 3 ans. Pour fixer la durée de validité, l'Agence tient compte des conditions posées par les autorités compétentes concernées pour donner le consentement.

17.5. Le responsable visé à l'art. 17.1 notifie à l'Agence, dans un délai de quinze jours calendriers à compter de la date d'arrivée, que les déchets radioactifs ou le combustible usé ont atteint leur destination dans le pays tiers et indique le dernier bureau des douanes de l'Union européenne par lequel le transfert a été opéré.

Cette notification est corroborée par une déclaration ou un certificat du destinataire indiquant que les déchets radioactifs ou le combustible usé ont atteint la destination prévue et indiquant le bureau des douanes d'entrée dans le pays tiers.

17.6. L'Agence peut décider que le transfert ne peut être mené à bien si les conditions applicables aux transferts ne sont plus remplies ou ne sont pas conformes aux autorisations ou consentements donnés.

Cette décision est immédiatement notifiée aux autorités compétentes du pays d'origine.

Les coûts résultant des cas où le transfert ne peut être mené à bien incombent au responsable visé à l'art. 17.1.

17.7. Lorsque des déchets radioactifs ou le combustible usé seront importés depuis un pays tiers vers l'Union européenne, que le pays de destination n'est pas un Etat membre de l'Union européenne et que la Belgique n'est pas le premier Etat membre de transit, l'Agence suit la procédure décrite à l'article 16. Dans ce cas, le « pays d'origine » est remplacé par « Etat membre qui est le premier pays de transit ».

Art. 18. — Exportation à des fins de traitement

L'exportation, en vue de leur faire subir un traitement physique ou chimique quelconque, de matériaux ou d'équipements ayant été activés ou contaminés par des substances radioactives, autres que ceux pour lesquels les articles 12 et 13 du présent arrêté sont d'application, est soumise à l'autorisation préalable de l'Agence si ce traitement est susceptible de générer des déchets radioactifs. La demande d'autorisation est introduite par le détenteur au moyen du formulaire déterminé par l'Agence. L'Agence consulte l'ONDRAF sur la possibilité du retour des déchets et sur leur gestion ultérieure.

Si l'Agence estime ne pouvoir accorder l'autorisation d'exportation sollicitée, elle en informe le demandeur. Il lui est précisé qu'il a le droit d'être entendu dans les trente jours calendriers à partir de la notification de cette information.

Le cas échéant, l'intéressé est entendu par l'Agence qui rend sa décision en tenant compte des éléments complémentaires fournis.

Lorsque le demandeur ne recourt pas à son droit d'être entendu, l'Agence refuse d'office l'autorisation.

17.3. Wanneer het Agentschap kan instemmen met de geplande overbrenging, stuurt het de aanvraag ter toestemming aan de bevoegde autoriteiten van eventuele andere lidstaten van doorvoer.

Indien van de betrokken bevoegde autoriteiten na het verstrijken van een termijn van twee maanden geen antwoord werd ontvangen, worden die bevoegde autoriteiten geacht hun toestemming voor de gevraagde overbrenging gegeven te hebben.

17.4. Indien de bevoegde autoriteit van een betrokken lidstaat weigert om toestemming te geven, weigert het Agentschap de vergunning. Het stelt de houder en de bevoegde autoriteiten van alle betrokken landen.

Indien alle nodige toestemmingen voor de overbrenging zijn verleend, kan het Agentschap de in art. 17.1 bedoelde verantwoordelijke persoon vergunning tot overbrenging verlenen. Het Agentschap kan aan de vergunning voorwaarden verbinden. In elk geval worden de voorwaarden die de bevoegde autoriteiten van de betrokken lidstaten aan hun toestemming verbonden in de vergunning opgenomen. Het Agentschap stelt de bevoegde autoriteiten van het land van herkomst en van eventuele andere landen van doorvoer daarvan in kennis.

Deze vergunning doet geenszins afbreuk aan de aansprakelijkheid van de houder, de vervoerders, de eigenaar, de ontvanger of enige andere natuurlijke of rechtspersoon die bij de overbrenging betrokken is.

De vergunning kan voor meer dan één overbrenging gelden mits voldaan is aan de voorwaarden van art. 12.1.

De vergunning geldt voor ten hoogste 3 jaar. Bij de vaststelling van de geldigheidsperiode houdt het Agentschap rekening met de voorwaarden die door de betrokken bevoegde autoriteiten bij hun toestemming werden gesteld.

17.5. De in art. 17.1 bedoelde verantwoordelijke persoon stelt het Agentschap ervan in kennis dat het radioactieve afval of de bestraalde kernbrandstof op zijn bestemming in het derde land is aangekomen, en dit binnen de vijftien kalenderdagen na de aankomstdatum, en hij vermeldt daarbij het laatste douanekantoor in de Europese Unie waarlangs de overbrenging is verricht.

Deze kennisgeving gaat vergezeld van een verklaring of bevestiging van de ontvanger dat het radioactieve afval of de bestraalde kernbrandstof de juiste bestemming heeft bereikt, met vermelding van het douanekantoor van binnenkomst in het derde land.

17.6. Het Agentschap kan besluiten dat de overbrenging niet kan worden voltooid wanneer niet langer aan de voorwaarden voor overbrenging wordt voldaan of wanneer deze voorwaarden niet in overeenstemming zijn met de vergunningen of toestemmingen die zijn verleend.

Het brengt de bevoegde autoriteiten van het land van herkomst onverwijld op de hoogte van een dergelijk besluit.

De in art. 17.1 bedoelde verantwoordelijke persoon is aansprakelijk voor alle kosten in gevallen waarbij de overbrenging niet kan of mag worden voltooid.

17.7. Wanneer radioactief afval of bestraalde kernbrandstof vanuit een derde land de Europese Unie zal worden binnengebracht, het land van bestemming geen lidstaat van de Europese Unie is en België niet de eerste lidstaat van doorvoer is, volgt het Agentschap de procedure die in art. 16 beschreven is. In dit geval wordt « het land van herkomst » vervangen door « de eerste Lidstaat van doorvoer ».

Art. 18. — Uitvoer voor behandeling

De uitvoer, met het oog op welke fysische of chemische behandeling dan ook, van geactiveerde of met radioactieve stoffen besmette materialen of uitrustingen, andere dan deze waarop de artikelen 12 en 13 van dit besluit van toepassing zijn, is onderworpen aan de voorafgaande vergunning van het Agentschap indien als gevolg van de behandeling radioactief afval zou kunnen ontstaan. De vergunningsaanvraag wordt door de houder ingediend door middel van het door het Agentschap vastgesteld formulier. Het Agentschap raadpleegt NIRAS over de mogelijkheid tot terugkeer van het radioactief afval en het latere beheer ervan.

Indien het Agentschap van oordeel is dat de gevraagde vergunning niet kan worden toegekend, wordt dit aan de aanvrager medegedeeld. Hierbij wordt verduidelijkt dat hij het recht heeft om binnen de dertig kalenderdagen vanaf de betekening van deze mededeling gehoord te worden.

De betrokkene wordt in voorkomend geval gehoord door het Agentschap dat bij zijn beslissing rekening houdt met de bijkomende elementen die worden verstrekt.

Wanneer de aanvrager geen gebruik maakt van zijn recht om gehoord te worden, weigert het Agentschap ambtshalve de vergunning.

CHAPITRE 6. — *Dispositions finales*

Art. 19

Suspension et suppression de l'enregistrement et des autorisations

L'enregistrement peut être arrêté complètement ou partiellement à tout moment sur décision de l'Agence. Si l'Agence entend arrêter l'enregistrement, elle en informe préalablement la personne enregistrée en précisant qu'elle a le droit d'être entendue dans le délai fixé par l'Agence.

Le cas échéant, l'intéressée est entendu par l'Agence qui rend sa décision en tenant compte des éléments complémentaires fournis.

L'autorisation peut être suspendue ou supprimée complètement ou partiellement à tout moment sur décision de l'Agence. Si l'Agence entend suspendre ou supprimer l'autorisation, elle en informe préalablement le détenteur de l'autorisation en lui précisant qu'il a le droit d'être entendu dans les trente jours calendriers suivant la notification de cette information.

Le cas échéant, l'intéressée est entendu par l'Agence qui rend sa décision en tenant compte des éléments complémentaires fournis.

Art. 20. — Recours

Un recours contre les décisions de l'Agence, peut être introduit auprès du ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions dans un délai de quinze jours calendriers. Le recours doit être adressé par pli recommandé au Ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions.

Le recours ne suspend pas la décision de l'Agence.

Le Ministre dispose d'un délai de trois mois pour prendre une décision.

Art. 21. — Dispositions pénales

Les infractions au présent arrêté sont recherchées, constatées et poursuivies conformément aux dispositions de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire.

L'Agence peut, en outre, répercuter les frais qu'elle a engagé pour l'entreposage et le transport sur la personne qui importe, fait passer en transit ou exporte des substances radioactives contrairement aux dispositions du présent arrêté.

Art. 22. — Dispositions d'abrogation

Le chapitre IV, l'article 81.4 et l'annexe IV de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 portant règlement général de la protection de la population, des travailleurs et de l'environnement contre le danger des rayonnements ionisants sont abrogés.

Art. 23. — Dispositions de modification

Au point 1 du premier alinéa de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 portant règlement général de la protection de la population, des travailleurs et de l'environnement contre le danger des rayonnements ionisants les mots « , au transit » et « , à l'importation et l'exportation » sont supprimés.

Au dernier alinéa de l'article 57 du même arrêté les dispositions du point 4^o sont modifiées comme suit : « le transport de déchets radioactifs tels que définis à l'arrêté royal du 24 mars 2009 portant règlement de l'importation, du transit et de l'exportation de substances radioactives; dans ce cas, l'autorisation de transport ne peut être accordée avant que l'autorisation de transfert visée par cet arrêté n'ait été octroyée. »

L'article 58.1 du même arrêté est complété par un troisième alinéa comme suit :

« Le transporteur qui introduit des substances radioactives du cycle du combustible nucléaire en Belgique et prévoit un changement de moyen de transport sur le territoire belge, doit s'en assurer, avant l'introduction des substances radioactives sur le territoire belge, que le transport consécutif est autorisé en vertu des dispositions du présent chapitre. Il est aussi responsable de l'organisation de la correspondance immédiate des moyens de transport; au cas où cette correspondance immédiate n'est pas possible et/ou en cas de circonstances imprévues il est responsable de l'application de toutes mesures requises par l'Agence ou par d'autres autorités pour assurer la sûreté et la sécurité des substances. »

L'article 58.2 du même arrêté est complété par un point 12 comme suit :

« 12. Le cas échéant, la manière dont les dispositions de l'article 58.1 seront respectées. »

HOOFDSTUK 6. — *Slotbepalingen*

Art. 19

Schorsing en opheffing van registratie en vergunningen

De registratie kan op elk ogenblik bij beslissing van het Agentschap geheel of gedeeltelijk ongedaan worden gemaakt. Indien het Agentschap meent de registratie ongedaan te moeten maken, wordt dit vooraf aan de geregistreerde persoon medegedeeld, waarbij wordt verduidelijkt dat hij het recht heeft om gehoord te worden binnen de door het Agentschap vastgestelde termijn.

De betrokkene wordt in voorkomend geval gehoord door het Agentschap dat bij zijn beslissing rekening houdt met de bijkomende elementen die worden verstrekt.

De vergunning kan op elk ogenblik bij beslissing van het Agentschap geheel of gedeeltelijk worden geschorst of opgeheven. Indien het Agentschap meent de vergunning te moeten schorsen of opheffen, wordt dit vooraf aan de vergunninghouder medegedeeld. Hierbij wordt verduidelijkt dat hij het recht heeft om gehoord te worden binnen de dertig kalenderdagen van de betekening van deze mededeling.

De betrokkene wordt in voorkomend geval gehoord door het Agentschap dat bij zijn beslissing rekening houdt met de bijkomende elementen die worden verstrekt.

Art. 20. — Beroep

Tegen de beslissingen van het Agentschap kan binnen een termijn van vijftien kalenderdagen beroep worden aangetekend bij de Minister tot wiens bevoegdheid de binnenlandse zaken behoren. Het beroep dient bij een ter post aangetekend schrijven gestuurd te worden aan de Minister tot wiens bevoegdheid de binnenlandse zaken behoren.

Het beroep schorst de beslissing van het Agentschap niet.

De Minister beschikt over een termijn van drie maanden om een beslissing te treffen.

Art. 21. — Strafbepalingen

De inbreuken op dit besluit worden opgespoord, vastgesteld en vervolgd overeenkomstig de bepalingen van de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking tegen de uit ioniserende stralingen voortvloeiende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle.

Het Agentschap kan bovendien de door haar gemaakte kosten voor opslag en vervoer verhalen op de persoon die radioactieve stoffen invoert, doorvoert of uitvoert in strijd met de bepalingen van onderhavig besluit.

Art. 22. — Opheffingsbepalingen

Hoofdstuk IV, artikel 81.4 en bijlage IV van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking, van de werknemers en van het leefmilieu tegen het gevaar van de ioniserende stralingen worden opgeheven.

Art. 23. — Wijzigingsbepalingen

In artikel 1 van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking, van de werknemers en van het leefmilieu tegen het gevaar van de ioniserende stralingen worden in punt 1 in het eerste lid de woorden « , de doorvoer » en « , de invoer en de uitvoer » geschrapt.

In het laatste lid van artikel 57 van hetzelfde besluit worden de bepalingen van punt 4^o vervangen als volgt : « het vervoer van radioactief afval zoals gedefinieerd in het koninklijk besluit van 24 maart 2009 tot regeling van de invoer, de doorvoer en de uitvoer van radioactieve stoffen; in dit geval kan de vervoervergunning niet worden verleend vooraleer de in dat besluit bedoelde overbrengingsvergunning is verleend. »

Aan artikel 58.1 van hetzelfde besluit wordt een derde lid toegevoegd, dat luidt als volgt :

« De vervoerder die radioactieve stoffen uit de kernbrandstofcyclus België binnenbrengt waarbij op Belgisch grondgebied een verandering van vervoermiddel voorzien wordt, dient er zich van te vergewissen dat het aansluitend vervoer vergund is volgens de bepalingen van dit hoofdstuk en dit alvorens de radioactieve stoffen op het Belgische grondgebied gebracht worden. Hij staat ook in voor de organisatie van de onmiddellijke aansluiting van de vervoermiddelen; indien deze onmiddellijke aansluiting niet mogelijk is en/of bij onvoorziene omstandigheden staat hij in voor de toepassing van alle door het Agentschap of andere overheden opgelegde maatregelen om de veiligheid en de beveiliging van de stoffen te waarborgen. »

In artikel 58.2 van hetzelfde besluit wordt een twaalfde punt toegevoegd, dat luidt als volgt :

« 12. In voorkomend geval, de wijze waarop aan de bepalingen van het laatste lid van artikel 58.1 zal voldaan worden. »

Art. 24. — Dispositions transitoires

Les autorisations de transit de substances radioactives autres que les déchets radioactifs, qui ont été délivrées en application du chapitre IV du règlement général, sont abrogées.

Sont également abrogées, les autorisations d'importation de substances radioactives effectuées dans le cadre d'activités visées à l'art. 5.7 du règlement général et lors desquelles les substances radioactives ne sont pas transférées à un autre utilisateur.

Les autres autorisations qui ont été délivrées en application du règlement général et dont la durée de validité prend fin avant le 1^{er} janvier 2010 restent valables jusqu'au terme du délai de validité mentionné dans l'autorisation. Toutes les autres autorisations sont abrogées à la date du 1^{er} janvier 2010.

Les autorisations qui ont été demandées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté sont traitées conformément aux dispositions du règlement général.

Les personnes physiques et morales qui, à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, sont détentrices d'une autorisation générale d'importation délivrée en application du chapitre IV du règlement général, sont d'office enregistrées jusqu'au 31 décembre 2009. S'ils souhaitent prolonger cet enregistrement après cette date, ils doivent introduire, avant le 31 août 2009 au plus tard, une demande d'enregistrement en application du présent arrêté.

Le Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 mars 2009.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
G. DE PADT

Art. 24. — Overgangsbepalingen

De vergunningen voor doorvoer van radioactieve stoffen, andere dan radioactieve afvalstoffen, die werden verleend met toepassing van hoofdstuk IV van het algemeen reglement, worden opgeheven.

Worden eveneens opgeheven, de vergunningen voor de invoer van radioactieve stoffen die plaats vinden in het kader van werkzaamheden zoals bedoeld in art. 5.7 van het algemeen reglement en waarbij de radioactieve stoffen niet aan een andere gebruiker overgedragen worden.

De andere vergunningen die werden verleend met toepassing van hoofdstuk IV van het algemeen reglement, waarvan de geldigheidstermijn verstrijkt vóór 1 januari 2010, blijven geldig tot het einde van de geldigheidstermijn die in de vergunning is vermeld. Alle andere vergunningen worden per 1 januari 2010 opgeheven.

Vergunningen die werden aangevraagd vóór de inwerkingtreding van dit besluit worden behandeld overeenkomstig de bepalingen van het algemeen reglement.

De natuurlijke en rechtspersonen die op datum van inwerkingtreden van dit besluit houder zijn van een algemene invoervergunning die verleend werd met toepassing van hoofdstuk IV van het algemeen reglement, worden ambtshalve geregistreerd tot 31 december 2009. Wanneer zij na die datum willen geregistreerd blijven dienen zij een vraag tot registratie met toepassing van dit besluit in te dienen ten laatste op 31 augustus 2009.

De Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 maart 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
G. DE PADT

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

VLAAMSE OVERHEID

N. 2009 — 1394

[2009/201605]

**13 MAART 2009. — Decreet betreffende de sectorconvenants
in het raam van het Vlaamse werkgelegenheidsbeleid (1)**

Het Vlaams Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt: decreet betreffende de sectorconvenants in het raam van het Vlaamse werkgelegenheidsbeleid

HOOFDSTUK I — Algemene bepalingen en definities

Artikel 1. Dit decreet regelt een gemeenschaps- en gewestaangelegenheid.

Art. 2. In dit decreet wordt verstaan onder :

1° administratie : het departement Werk en Sociale Economie van het Vlaams Ministerie voor Werk en Sociale Economie;

2° representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties : de werkgevers- en werknemersorganisaties, vermeld in artikel 3 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;

3° sectorconvenant : de per bedrijfstak gesloten beleids- of bestuursovereenkomst tot formulering of tenuitvoerlegging van het Vlaamse werkgelegenheidsbeleid;

4° Vlaamse werkgelegenheidsbeleid : het geheel van gemeenschaps- en gewestbevoegdheden, vermeld in artikel 4, 15° en 16°, en in artikel 6, IX, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

5° sectorconsulent : deskundige, belast met het geheel van coördinerende, rapporterende en ondersteunende taken ter uitvoering van het sectorconvenant, die paritair wordt aangestuurd.

Art. 3. Het Vlaamse Gewest of de Vlaamse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering, kan met de representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties een sectorconvenant sluiten.

Art. 4. Het sectorconvenant bevat sectorspecifieke maatregelen die betrekking hebben op :

1° het ondersteunen en uitvoeren van de afstemming tussen onderwijs en de arbeidsmarkt;

2° het ondersteunen en uitvoeren van een competentiebeleid waaronder leven lang leren;